

Rapport d'activités 2013

Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Table des matières

Rapport d'activités 2013	1
Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission.....	3
L'enjeu de la Commission.....	3
Champ d'application de l'article 41	3
La commission agit sur plainte, également appelée requête	3
Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission	4
Composition de la Commission	5
Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2013	6
Chapitre 2 : Etude des dossiers	6
Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis	6
Section 2 : Les activités commerciales.....	7
1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.	7
2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?	7
C42/49 : « L'affaire du Houblon ».....	7
Section 3 : les activités politiques	8
C42/48: « Les petits déjeuners d'entreprise »	8
Section 4 : La concurrence déloyale	9
Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?.....	9
1. La concurrence déloyale et l'article 41	9
C42/50 : « Le dépliant des options ».....	9
C42/51: « L'offre abondante »	10
C42/52: « Le sac à bon dos »	10
C42/53: « L'offre étendue »	11
2. La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.....	11
C42/54: « Le CEB a bonne presse »	11
Annexe I.....	13
Composition au 1 ^{er} janvier 2013 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.....	13
Annexe II - texte des avis prononcés en 2013.....	15
Les activités commerciales.....	15
C42/49 : « L'Affaire du Houblon ».....	15
Les activités politiques	17
C42/48 : « Les petits déjeuners d'entreprise »	17
La concurrence déloyale.....	19
C42/50 : « Le dépliant des options».....	19
C42/51 : « L'offre abondante»	20
C42/52 : « Le sac a bon dos»	23
C42/53 : « L'offre étendue»	25
C42/54 : « Le CEB a bonne presse »	26

Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission

Comme le prévoit l'article 42, §3, al.2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, « la Commission rend [son] rapport annuel d'activités qu'elle transmet[tra] au Gouvernement qui en informe[ra] le Parlement. » Le millésime 2012 en est la cinquième édition.

L'enjeu de la Commission

Pour mémoire, il convient d'avoir à l'esprit l'enjeu de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 :

« Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.

Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement. »

Afin d'assurer l'efficacité de cette disposition, le décret a voulu que « la Commission rend[e] des avis » et que « pour mener à bien ses missions, [elle] dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense. » (Art. 42, §1er, alinéa 2)

« La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue¹. » (Art. 43, §3, alinéa 2)

Champ d'application de l'article 41

Le champ d'application – appelons-le « rationae materiae » - de l'article 41 recoupe trois domaines principaux :

- « Toute activité et propagande politique » ;
- « Toute activité commerciale » ;
- « Toute pratique déloyale [...] dans la concurrence entre [l]es établissements ».

La commission agit sur plainte, également appelée requête

La requête est le document qui contient l'exposé de la plainte. La réglementation n'en fournit pas de définition formelle :

L'article 42. - § 1^{er} de la loi du 29 mai 1959 charge la Commission « de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement».

¹ Article 43, § 3, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 : « La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue. » Concrètement, c'est le Ministre qui possède l'éducation dans ses attributions qui prend la décision, en vertu de l'article 13, § 1^{er}, 11° de l'AGCF du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement. (Mon. b. 7 juillet 2009)

La requête doit comporter une plainte, et non une interrogation de principe, à propos de l'infraction aux dispositions de l'article 41.

L'article 7 du règlement d'ordre intérieur² de la Commission détermine le contenu de la requête : « La requête comporte un exposé succinct de la demande, accompagné de pièces justificatives. La demande et les pièces justificatives constituent un dossier. Le requérant est tenu d'envoyer son dossier, accompagné d'un inventaire des pièces justificatives, au Secrétariat de la Commission. La requête accompagnée des pièces justificatives et du compte rendu du conseil de Participation est adressée aux membres de la Commission dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet ».

L'article 13 du même règlement dispose de ce que « la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi ».

Aucun formalisme autre que celui de l'article 13 n'a été imposé.

Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission

Selon l'art. 43. §1^{er} : « La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à requête déposée par :

1° Un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation;

2° Une Association de parents ;

3° Une Organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement ;

4° Le Gouvernement ;

5° Un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnu par le Gouvernement.

6° Une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement ».

Art. 43 § 2 : « La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit ».

² Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, M. B. du 12 août 2008.

L'exposé des motifs³ indique que [la Commission] « permettra de clarifier enfin la situation et de répondre aux diverses sollicitations – directes ou indirectes - dont font de plus en plus l'objet les établissements scolaires, les enseignants et les élèves. Ces derniers se voient, en effet, proposer, sous le couvert d'initiatives à caractère « pédagogique » ou « éducatif » des intrusions commerciales ou publicitaires à caractère lucratif. Il en résulte un flou dommageable qui amène le Gouvernement à cadrer ces différentes situations. Le ... projet de décret apporte une réponse à cette problématique.

Le Gouvernement, suite aux avis rendus par la Commission, décidera de ce qui constitue ou non une infraction à l'article 41 et donnera tous les outils nécessaires aux acteurs de terrain afin d'apprécier la pertinence des sollicitations dont ils font l'objet... Ces infractions devront être examinées d'une part, au regard des différentes lois, décrets et règlements qui définissent ces notions (exemple : article 1er du Code de commerce qui définit l'acte de commerce) et d'autre part, eu égard à l'intérêt de l'Enseignement et à ses particularités ».

Composition de la Commission

L'article 42 § 2 dispose de ce que :

« La Commission se compose :

1° De deux représentants des services du Gouvernement ;

2° De cinq représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement et du directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française⁴;

3° De trois représentants des Services Généraux de l'Inspection ;

4° De six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement ;

5° D'un représentant de chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement [...]

[...] La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un Président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence ; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le Secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint.

La composition de la Commission (année 2012) se trouve indiquée en annexe.

³ Exposé des motifs, document n° 386 – 21 mars 2007, p. 3 et 4

⁴ Ou son délégué.

Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2013

Depuis la clôture du rapport 2012, pour ce qui concerne la période qui nous préoccupe, la Commission s'est réunie quatre fois.

Elle a examiné sept plaintes.

Dossier 2013	Nature ⁵	Date de la requête	Date de l'avis	Date de la décision
C42/48 : « Les petits déjeuners d'entreprise »	Pol	11/11/2012	16/01/2013	25/03/2013 - accord
C42/49 : « L'affaire du Houblon »	Com	06/02/2013	27/03/2013	05/06/2013 - accord
C42/50 : « Le dépliant des options »	CD	21/02/2013	25/06/2013	23/01/2014 - accord
C42/51 : « L'offre abondante »	CD	27/05/2013	25/06/2013	23/01/2014 - accord
C42/52 : « Le sac a bon dos »	CD	21/05/2013	04/09/2013	23/01/2014 - accord
C42/53 : « L'Offre étendue »	CD	01/07/2013	04/09/2013	23/01/2014 - accord
C42/54 : « Le CEB a bonne presse »	CD	30/06/2013	04/09/2013	23/01/2014 - accord

Le tableau indique la date d'introduction de la plainte, sa nature dans le contexte de l'article 41, la date à laquelle la Commission a rendu un avis et la date à laquelle l'autorité ministérielle a prononcé sa décision.

La Commission a donc eu l'occasion de rendre sept avis. Si cinq dossiers concernent la matière de la concurrence entre établissements, seule une plainte a été introduite en matière commerciale et un seul avis a eu trait à l'interdiction de la propagande politique.

Chapitre 2 : Etude des dossiers

Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis

Comme précédemment, certains extraits ont été cités afin d'illustrer le contenu du présent rapport. Ces extraits ont été adaptés grammaticalement à la concordance des temps. Ils doivent se comprendre aussi à la lecture de l'avis en entier. Le lecteur trouvera donc en annexe du présent rapport le texte complet des sept avis prononcés par la Commission.

Il convient encore de formuler deux remarques importantes :

D'une part, conformément au prescrit de l'article 42, §3, alinéa 3, de la loi déjà citée, « [...] le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés ».

D'autre part, le nom des firmes ou des sociétés commerciales impliquées dans certains cas examinés par la Commission n'a été indiqué que par une initiale suivie de trois astérisques.

⁵ Nature ou domaine, procédant du champ d'application rationae materiae :

Pol : activité politique ;

Com : activité commerciale ;

CD : concurrence déloyale

Aussi, les noms ont été supprimés et les mentions permettant une identification de ces noms ont été soit supprimées, soit adaptées dans la perspective de garder un texte lisible mais fidèle.

Section 2 : Les activités commerciales

1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.

L'article 41, alinéa premier, tel qu'il est formulé, énonce un principe d'interdiction : « Toute activité commerciale [est] interdite [...] dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. »

2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?

La loi de 1973 précitée n'a apporté aucune définition du concept d'activité commerciale. Comme indiqué dans le précédent rapport, les membres peuvent – et doivent- se référer à la définition de l'acte de commerce contenue dans le Code de commerce, ainsi qu'aux concepts de droit économique belge et international en vigueur.

Dans le domaine commercial, la Commission a eu à connaître d'une seule affaire que nous nous proposons de détailler ci-après.

C42/49 : « L'affaire du Houblon »

Avis prononcé à la réunion du 16 juin 2013 – décision ministérielle : accord le 5 juin 2013.

Activité « parascolaire » - production via une brasserie artisanale – production limitée – non commercialisée destinée à fournir une image dynamique d'un établissement scolaire- absence de caractère commercial – non-violation de l'art. 41.

Un membre de la Commission fit connaître qu'il se trouvait interpellé relativement aux liens internet qu'il avait trouvés sur le site internet d'un établissement scolaire. Un lien mettait une certaine bière à l'honneur et un autre renvoyait à un article de presse qui indiquait que l'établissement avait créé sa propre bière, et que cette dernière avait été brassée par une brasserie nommément citée. L'article, qui citait un certain nombre de marques de bières, précisait toutefois que la bière n'était pas commercialisée.

Bien que l'on eut pu y voir une manière de promotion de la brasserie, dans la mesure où l'activité initiée était davantage destinée à promouvoir une image positive de l'établissement que destinée à une diffusion commerciale, les membres émirent l'avis que l'article 41 du Pacte scolaire n'avait pas été transgressé mais toutefois émirent le souhait que l'établissement s'abstienne à l'avenir de toute référence à la brasserie.

Section 3 : les activités politiques

L'article 41 précité préconise que « toute activité et propagande politique [...] sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés », par la raison qu'« il fut jugé souhaitable que les différences de conception (qu'elles soient philosophique ou politiques) ne puissent – dès les bancs de l'école - déchaîner les conflits qui, assez tôt, divisent les hommes⁶ ».

C42/48: « Les petits déjeuners d'entreprise »

Avis prononcé à la réunion du 16 janvier 2013 – décision ministérielle : accord le 25 mars 2013.

Invitation à participer à une visite d'entreprise – invitation diffusée dans un établissement scolaire – invitation signée par un membre d'une assemblée parlementaire – compatibilité avec le décret mission dans la mesure où il n'y a ni activité, ni propagande politique - non contrariété avec l'article 41 du Pacte scolaire

Une invitation était parvenue au sein d'un établissement scolaire, visant à organiser une visite d'entreprise pour les élèves. Cette invitation avait été signée par un membre d'une assemblée parlementaire, sur papier à entête de l'institution.

Dans la mesure où ce type d'initiative n'est pas contraire au décret « Missions » du 24 juillet 1997⁷ qui dispose de ce que « la Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, veillent à ce que chaque établissement (...) participe à la vie de son quartier ou de son village et, partant, de sa commune et s'y intègre de manière harmonieuse en ouvrant ses portes au débat démocratique », et dans la mesure où la preuve ne fut pas rapportée qu'il y ait eu activité et propagande politique au sens de la loi, au sens où l'on peut définir la propagande politique comme le fait d'exercer une action sur l'opinion pour l'amener à avoir certaines idées politiques ou sociales, les membres é mirent l'avis que l'initiative présentée à la Commission n'était pas constitutive d'une infraction à l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

⁶ Commentaire de l'article 41 du Pacte scolaire, in POUBAIX Henri, Le Pacte scolaire, un point de départ, Bruxelles, Dutilleul, 1963 (?), p 88.

⁷ Article 8, 10°

Section 4 : La concurrence déloyale

Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?

Le Pacte scolaire interdit les pratiques déloyales dans la concurrence entre établissements pour éviter que ne se rallume la guerre scolaire.

Le concept de concurrence déloyale est susceptible d'être examiné sous deux aspects :

D'une part, la Commission examine si le fait dénoncé est susceptible d'aller directement à l'encontre du prescrit de l'article 41 qui précise en son alinéa 2 que « Toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre [l]es établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement ». L'année 2013 en a connu quatre exemples. En effet, quatre plaintes ont été introduites de ce chef.

D'autre part, pour mémoire, la Commission peut évaluer si le fait qui est soumis à son examen peut aller à l'encontre du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. Ce texte érige en infraction à l'article 41 certaines pratiques : celles de divulguer les résultats de l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. L'année 2013 a connu une plainte introduite sous cet aspect-là. Elle est mentionnée au point 2.

1. La concurrence déloyale et l'article 41

C42/50 : « Le dépliant des options »

Avis prononcé le 25 juin 2013 - Décision ministérielle le 23 janvier 2014 (accord)

Offre d'enseignement présentant comme exclusives des options qui le sont dans un seul réseau d'enseignement mais qui négligent de le préciser – manque d'objectivité – risque d'induire les parents en erreur sur la nature exacte de l'exclusivité telle que présentée – infraction à l'article 41 du Pacte scolaire.

En l'espèce, un dépliant « toutes boîtes » présentait comme exclusivités entre-autre le Latin et l'Espagnol en LM3 au sein d'un établissement appartenant au réseau d'enseignement B. Le responsable d'un établissement du réseau A contesta cette exclusivité dans la mesure où son établissement prodiguait les mêmes options.

Bien que la représentante de la Fédération du réseau d'enseignement B présentât l'exclusivité litigieuse comme une exclusivité propre à son réseau, les membres estimèrent majoritairement que le dépliant de l'établissement B péchait par manque d'objectivité et était de nature à induire les parents en erreur sur la nature de l'exclusivité ainsi présentée.

Par conséquent, ils furent majoritairement d'avis que cette publicité n'était pas en conformité avec l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/51: « L'offre abondante »

Avis prononcé le 25 juin 2013 - Décision ministérielle le 23 janvier 2014 (accord)

Offre d'enseignement – concepts utilisés à mauvais escient – manque d'objectivité – risque d'induire les parents en erreur sur la nature exacte de l'offre des options tels que présentée – infraction à l'article 41 du Pacte scolaire.

Un établissement d'un réseau d'enseignement A mentionnait dans son offre d'enseignement l'existence d'une option « sport étude », et également la présence d'un enseignement appelé « bilingue » et de la possibilité de jouir des services d'un certain transport scolaire.

En réalité, l'établissement incriminé organisait l'option groupée « Education physique ». Or, il ne s'agit pas à proprement parler une option « sport études », car cette option est organisée très différemment de l'option éducation physique : elle suppose une véritable immersion dans le sport, avec des aménagements particuliers. Quant au concept de « classe bilingue », il se réfère à l'intégration des enfants de l'enseignement spécialisé, et le concept de transport scolaire, tel que cité dans la publication, était un concept vague qui pêchait par imprécision.

Considérant qu'à l'opinion majoritaire des membres, le document, tel que rédigé, était de nature à induire les parents en erreur sur la nature exacte de l'offre d'enseignement prodiguée par l'établissement incriminé, les membres estimèrent que la publication diffusée, manquant d'objectivité, n'était donc pas en conformité avec l'article 41 du Pacte scolaire.

C42/52: « Le sac à bon dos »

Avis prononcé le 4 septembre 2013 - Décision ministérielle le 23 janvier 2014 (accord)

Matinée destinée aux enfants – remise d'un sac à dos et d'une clé USB – facteur non déterminant dans le choix d'une école – non transgression de l'article 41.

Durant la période précédant les inscriptions, une école organisait une matinée à destination des enfants de 6^e primaire d'une certaine région, au cours de laquelle les enfants reçurent un sac à dos et une clé USB. Une autre école posa la question de la compatibilité de cette pratique avec l'article 41. Les membres estimèrent qu'il n'était pas interdit à l'établissement incriminé d'inviter des élèves d'un autre réseau d'enseignement à se rendre dans ses murs, que la remise d'une clé USB ne présentait aucun caractère illégal en soi, et qu'il n'était pas démontré que la remise d'un sac à dos et d'une clé USB, même si la remise de cadeaux pouvait être critiquée, ait déterminé le choix de parents d'inscrire leur enfant dans l'établissement. Aussi, furent-ils unanimement d'avis que les faits reprochés à l'établissement incriminé ne constituaient pas une transgression de l'article 41 de la loi du 29 juin 1959.

C42/53: « L'offre étendue »**Offre d'enseignement très variée et géographiquement très étendue – non contrariété avec l'article 41 du Pacte scolaire**

Un directeur d'école déposa une plainte comme suite à la diffusion par un autre établissement d'un dépliant comportant une offre géographiquement très étendue, qui énumérait toutes sortes de possibilités d'activités culturelles et pédagogiques : école de devoir, classes de dépaysement, équitation, classe de mer etc.

Les membres constatèrent que rien dans la loi ne limitait géographiquement parlant le rayon dans lequel un chef d'établissement peut faire la promotion de son école, outre que les activités proposées ne présentaient pas un caractère particulièrement anormal au point de contrevenir à l'article 41 du Pacte scolaire.

2. La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire

C42/54: « Le CEB a bonne presse »

Article de presse – débat sur le CEB - propos rapportés par un journaliste – énoncé par un chef d'établissement d'un pourcentage de réussite – mode conditionnel – indétermination de l'imputation de ce pourcentage à un établissement précis - non contrariété avec le décret du 2 juin 2006 – non contrariété avec l'article 41 de la loi du 29 juin 1959

En l'espèce, un article de presse dont l'intitulé posait la question de la facilité du CEB en indiquant un pourcentage général de réussite déterminé introduisit une controverse entre deux représentants de l'enseignement. L'un d'eux, chef d'établissement, aurait proclamé 100% de réussite au CEB.

La phrase rapportée par le journaliste était : *« ce n'est pas parce que nous affichons 100% de réussite que 100% de nos élèves auront des facilités en humanité »*. Les membres, constatant qu'elle était en quelque sorte rédigée au conditionnel, et que l'article visait essentiellement à introduire un débat sur le CEB, et non de mettre en exergue les résultats d'un établissement particulier, furent unanimement d'avis que les déclarations du chef d'établissement n'étaient pas de nature à contrevenir, ni au décret du 2 juin 2006, ni, partant, à l'article 41 du Pacte scolaire.

Ensuite de cet exposé, comme par le passé, le lecteur trouvera en annexe II du présent rapport le texte des différents avis qui viennent d'être présentés. Ce texte a été rédigé compte tenu des remarques formulées au début du chapitre 2. Nous vous en souhaitons une agréable lecture.

La Présidente,

Le Secrétaire

Lise-Anne HANSE,
Directrice générale

Jean-Michel Crabbé
Directeur

Annexe I

Composition au 1^{er} janvier 2013 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Représentant les services du Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME. Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire, AGERS		M. Jacques VANDERMEST, Directeur, AGERS	
MME. Claudine LOUIS, Directrice générale adjointe, AGERS		M. Fabrice AERTS-BANCKEN, Directeur général adjoint, AGERS	

Représentant les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME Emmanuelle HAVRENNE, SEGEC		MME Anne METHENS, SEGEC	
MME Bénédicte BEAUDUIN, SEGEC		MME Nathalie DASNOY SEGEC	
MME Reine-Marie BRAEKEN, CECF		MME Isabelle BLOCRY, CECF	
M. Roberto GALLUCCIO, CPEONS		M. Philippe DEMIESSE, CPEONS	
M. Michel BETTENS, FELSI		M. Raymond VANDEUREN, FELSI	

Le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française ou son délégué ;

M. Didier LETURCQ		M. David MAIRE	
-------------------	--	----------------	--

Représentants les Services généraux de l'Inspection :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
M. Daniel PLAS		M. Philippe DUPONT	
M. Marc GUILLAUME		M. Philippe DELFOSSE	
M. Serge CROCHET		M. Gérard LEGRAND	

Représentant les organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
M. Pascal CHARDOME, CGSP Enseignement		M. Philippe JONAS, CGSP Enseignement	
M. Bernard DE COMMER, SETCa		M. Joan LISMONT, SETCa	
MME Laurence MAHIEUX, CSC-Enseignement		MME Marie LAUSBERG, CSC-Enseignement	
M. Charles MALISOUX, CSC-Enseignement		MME Anne-Françoise VANGANSBERGT, CSC-Enseignement	
M. Guy LARONDELLE, SLFP ⁸		MME. Pascale VANDER STRAETEN, SLFP	
M. Marc WILLAME, A.P.P.E.L.		M. Jean-François GHYS, A.P.P.E.L.	

Représentant chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
M. Michael LONTIE, UFAPEC		MME Julie FERON, UFAPEC	
MME Marie-Christine LINARD, FAPEO		M Anthony ESCOLE, FAPEO	

Personnes présentes en qualité de : Techniciens

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
N.		MME Morgane CAMINITI, CRIOC	

Secrétaire : Jean-Michel CRABBÉ, Directeur

⁸ † le 28 décembre 2012.

Annexe II - texte des avis prononcés en 2013

Les activités commerciales

C42/49 : « L’Affaire du Houblon »

Avis prononcé à la réunion du 27 mars 2013

Décision de l’autorité ministérielle : accord le 5 juin 2013

Considérant que Monsieur Bernard DE COMMER, par courriel du 6 février 2013, fit connaître à la Commission qu’il se trouvait interpellé relativement aux liens internet qu’il avait trouvés en surfant sur le site de l’établissement de W***;

Considérant qu'un premier lien internet, [...], mène au site de l'établissement et indique que "La [bière X] est à l'honneur";

Considérant que sur [un deuxième lien internet], il est possible de consulter un article [de Presse];

Considérant que cet article de journal indique que [l’établissement] a créé sa propre bière, et qu'elle a été brassée par la brasserie G***. L'article précise, il est vrai, que la bière n'est pas commercialisée;

Considérant enfin [un troisième] lien internet;

Considérant que ce lien mentionne que plusieurs autres bières que la "[bière X]" sont disponibles, et cite des noms de marques;

Considérant que l’on peut y voir en quelque sorte la promotion de la brasserie G*** ;

Considérant que la production de la bière "X" est une production limitée, qu'elle ne se monte pas à plus de 800 L et à 1500 bouteilles pour la période 2011;

Considérant qu'il s'agit donc d'une production locale, destinée manifestement à promouvoir une image dynamique de l'établissement;

Considérant que, vue sous cet angle, les membres voient dans cette pratique une intention de fabriquer un produit qui présenterait toutes les caractéristiques d’un produit de qualité;

Considérant que la brasserie se décrit sur son propre site comme produisant des bières à façon, en ce sens qu'elle fabrique de la bière pour des ASBL, comme des régionales ou des clubs;

Considérant que, vue sous cet angle, cette pratique présente en quelque sorte les caractéristiques d'un certain sponsoring, dénué d'intention de se livrer à une pratique

commerciale en tant que telle, auquel cas la publicité pour la "bière X" eut été mieux organisée et réalisée sur une plus grande échelle;

Considérant toutefois que le site Internet de l'établissement cite explicitement des marques de produits de la brasserie ;

Considérant que, sous cet aspect-là, les membres estiment qu'il y a une forme de pratique commerciale, même limitée;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que d'une part, la production de la bière "X", se limitant manifestement à une production locale, ne constitue pas une transgression à l'article 41 de la loi du 29 mai 1959, mais, que d'autre part, l'établissement doit s'abstenir à l'avenir de toute référence à la brasserie G***.

Les activités politiques

C42/48 : « Les petits déjeuners d'entreprise »

Avis prononcé à la réunion du 16 janvier 2013

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 25 mars 2013

Considérant que, par sa note du 28 novembre 2012, Madame Marie-Dominique SIMONET, Ministre de l'Enseignement obligatoire, fit part à l'administration de ce que, « par courriel du 11 novembre 2012, [le] papa d'un élève de 5^{ème} secondaire [l]'avait interpellée sur un cas présumé de propagande politique au sein d'établissements scolaires » ;

Considérant qu'en l'occurrence, une invitation est parvenue [au sein de l'établissement scolaire de son fils] visant à organiser une visite d'entreprise pour les élèves de cette école ;

Considérant que [ce père de famille] écrivit qu' « à la veille des vacances de Toussaint, [s]on fils, qui est en 5^{ème} secondaire, a reçu un courriel de son professeur d'économie, [...], reprenant un courrier portant l'entête d'[une assemblée parlementaire], de la main d'[un honorable membre], proposant des «petits déjeuners visites d'entreprises», en sa présence ainsi que celle de ses collaborateurs » ;

Considérant que le chef d'établissement [...] expliqua au papa que son seul but était de lui indiquer que l'activité était assumée par l'établissement et qu'elle devrait normalement être concrétisée avec quelques élèves... [qu']à son sens, cette activité rencontrait pleinement les missions qui sont données à l'école par le législateur » ;

Considérant que les membres sont unanimement de l'avis que la préoccupation pédagogique invoquée par le chef d'établissement est rencontrée par l'initiative en question ;

Considérant que ce type d'initiative n'est pas contraire au décret « Missions » du 24 juillet 1997 qui dispose de ce que « la Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, veillent à ce que chaque établissement (...) participe à la vie de son quartier ou de son village et, partant, de sa commune et s'y intègre de manière harmonieuse en ouvrant ses portes au débat démocratique » ; (Article 8, 10°)

Considérant que le requérant n'apporte pas la preuve que l'initiative proposée a été constitutive d'une activité politique, ou d'une activité de propagande politique ;

Considérant qu'en effet, l'initiative peut se concevoir comme étant une invite à participer à la vie de la commune ou de la région, tout en en découvrant les perspectives économiques ;

Considérant que l'article 41, al 1^{er} de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement dispose de ce que « toute activité et propagande politique ... sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que la preuve n'est pas rapportée qu'il y ait eu activité et propagande politique au sens de la loi, dans la mesure où l'on peut définir la propagande politique comme le fait d'exercer une action sur l'opinion pour l'amener à avoir certaines idées politiques ou sociales, à soutenir une politique, un gouvernement, un représentant ;

Emet l'avis, à l'unanimité, que l'initiative présentée à la Commission n'est pas constitutive d'une infraction à l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

La concurrence déloyale

C42/50 : « Le dépliant des options »

Avis prononcé à la réunion du 25 juin 2013

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 23 janvier 2014

Considérant qu' [un chef d'établissement d'un réseau d'enseignement A] fit part à la Commission d'une forme de campagne publicitaire organisée par un établissement scolaire d'un autre réseau B, [...] ;

Considérant que cette campagne se présentait sous forme d'un dépliant "toutes boîtes", qui présentait comme exclusivités entre-autres le Latin et l'Espagnol en LM3 ;

Considérant qu'au dire du plaignant, il s'agissait d'exclusivités qui n'[en étaient] guère puisqu'elles [étaient] également mises en œuvre au sein de [son propre établissement] ;

Considérant qu'effectivement, l'offre d'enseignement de [cet établissement du réseau A] présent[ait] du latin et de l'Espagnol en cinquième ;

Considérant que la représentante de la fédération du réseau d'enseignement B fit remarquer que l'exclusivité litigieuse se trouv[ait] être en réalité une exclusivité dans [son] réseau ;

Considérant que l'administration écrivit au requérant [...] afin qu'il lui transmette le compte rendu du débat organisé, à propos de la requête, au sein du Conseil de participation de son établissement, comme le préconise l'article 43, §1er, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 ;

Considérant que [ce dernier] répondit [...] qu'il ne disposait pas du PV et qu'il ignorait la nécessité d'un débat organisé au sein du Conseil de participation ;

Considérant que le texte de l'article 43 §1^{er} et §2 de la loi du 29 mai 1959 énonce ce qui suit :

« Article 43. - § 1er:

(Aliéna 1er) La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à la requête déposée par :

*1° un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation;
Etc....[suit l'énumération des autres personnes]*

(Alinéa 2) Lorsque la Commission est saisie, son Président invite soit le(s) chef(s) d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, soit le(s) Pouvoir(s) organisateur(s), ou son (leur) délégué, à lui transmettre le compte-rendu du débat organisé, à propos de la requête, au sein du Conseil de participation. A défaut de compte-rendu dans le

délai d'un mois à compter de la date de l'invitation, la Commission traite de la requête sans plus attendre.

§ 2. La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit ».

Considérant que les membres, dans un premier avis rendu à l'unanimité, ont estimé que la plainte était irrecevable, au motif que le compte-rendu du débat organisé à propos de la requête, au sein du Conseil de participation, faisait défaut ;

Considérant toutefois que la majorité des membres s'accord[a] à reconnaître la nécessité que l'information fournie aux parents en matière d'offre d'enseignement soit objective et adm[i]t l'urgence de traiter de la plainte ;

Considérant que les membres constat[èr]ent qu'ils dispos[ai]ent déjà d'un certain nombre d'informations et que l'analyse de la requête [était] possible ;

Considérant que les membres [furent] majoritairement d'avis que la Commission se saisisse du fond de l'affaire en invoquant l'article 43, §2 : « *La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit* » ;

Considérant que la Commission estim[a] à la majorité des membres que le dépliant des options de l'[établissement du réseau B], dans la mesure où il présent[ait] comme exclusives l'option du Latin et l'option « langue Moderne-Espagnol », quand bien même il s'agi[ssai]t d'une exclusivité dans un autre réseau d'enseignement, constitu[ait] une publicité qui pêch[ait] par manque d'objectivité ;

Considérant qu'à l'opinion majoritaire des membres, le document, tel que rédigé, [était] de nature à induire les parents en erreur sur la nature de l'exclusivité ainsi présentée ;

Considérant que la représentante [de la fédération du réseau d'enseignement B] ne partage[ait] l'opinion de la majorité car elle estim[ait] que les exclusivités présentées dans le dépliant de l'[établissement de son réseau] [étaient] en réalité des exclusivités dans [son propre] réseau [...] ;

Em[irent] un [...] avis dans lequel ils estim[èr]ent, à la majorité, que le dépliant des options de l'[établissement incriminé], dans la mesure où il présent[ait] comme exclusives l'option du Latin et l'option « langue Moderne-Espagnol », alors que le requérant propos[ait] ces mêmes options, constitu[ait] une publicité qui pêch[ait] par manque d'objectivité et n'[était] donc pas en conformité avec l'article 41 de la loi précitée.

C42/51 : « L'offre abondante »

Avis prononcé à la réunion du 25 juin 2013

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 23 janvier 2014

Considérant que [le chef d'établissement d'un réseau d'enseignement A], interpella la Commission à propos de la publication d'une offre d'enseignement [d'un établissement du réseau d'enseignement B];

Considérant qu'invité par l'administration de bien vouloir produire le procès-verbal du débat organisé par le Conseil de participation dans le cadre de la plainte, le chef d'établissement [fut] en défaut de le produire ;

Considérant que le texte de l'article 43 §1^{er} et §2 de la loi du 29 mai 1959 énonce ce qui suit :

« Article 43. - § 1er:

(Aliéna 1er) La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à la requête déposée par :

*1° un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation;
Etc....[suit l'énumération des autres personnes]*

(Alinéa 2) Lorsque la Commission est saisie, son Président invite soit le(s) chef(s) d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, soit le(s) Pouvoir(s) organisateur(s), ou son (leur) délégué, à lui transmettre le compte-rendu du débat organisé, à propos de la requête, au sein du Conseil de participation. A défaut de compte-rendu dans le délai d'un mois à compter de la date de l'invitation, la Commission traite de la requête sans plus attendre.

§ 2. La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit ».

Considérant que les membres, dans un premier avis rendu à l'unanimité, [estimèrent] que la plainte était irrecevable, au motif que le compte-rendu du débat organisé à propos de la requête, au sein du Conseil de participation, faisait défaut ;

Considérant que la majorité des membres s'accord[a] également à reconnaître la nécessité que l'information fournie aux parents en matière d'offre d'enseignement soit objective ;

Considérant que les membres constat[èr]ent majoritairement qu'ils dispos[ai]ent déjà d'un certain nombre d'informations et que l'examen de la requête p[ouvai]t s'effectuer sans plus attendre ;

Considérant que cette publication mentionnait dans son offre d'enseignement l'existence d'une option « sport étude », d'un enseignement appelé « bilingue » et de la possibilité de jouir des services d'un certain transport scolaire ;

Considérant qu'en réalité, l'[établissement incriminé] organis[ait] en 3, 4, 5 et 6 TT l'option groupée «Education physique» ;

Considérant que le seul cours de cette option s'intitul[ait] «Education physique : sports collectifs» ;

Considérant qu'il ne s'agi[ssai]t pas à proprement parler une option « sport études », car cette option est organisée très différemment de l'option éducation physique : elle suppose une véritable immersion dans le sport, avec des aménagements particuliers ;

Considérant que le concept de « classe bilingue » se réfère à l'intégration des enfants de l'enseignement spécialisé ;

Considérant toutefois que l'établissement dispens[ait] effectivement un enseignement en immersion, mais qu'il conv[enait] en l'occurrence d'utiliser une terminologie adéquate ;

Considérant que le concept de transport scolaire, tel que cité dans la publication, [était] un concept vague qui pêch[ait] par imprécision;

Considérant que la représentante du [réseau d'enseignement B] plaid[a] la bonne foi de l'établissement incriminé ;

Considérant que cette même représentante propos[a] d'intervenir auprès [...] de l'établissement pour qu'il diffuse une offre d'enseignement plus objective ;

Considérant, vu ce qui précède, que les membres [furent] majoritairement d'avis que la Commission se saisisse du fond de l'affaire en invoquant l'article 43, §2 : « La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit » ;

Considérant que la Commission estim[a] à la majorité des membres que la publication diffusée par l'[établissement du réseau d'enseignement B], dans la mesure où elle propos[ait] une option « sport études » qui n'exist[ait] pas comme telle, un enseignement bilingue dont la définition n'[était] pas adéquate et un concept de « transport scolaire » qui pêchait] par manque de précision, constitu[ait] une publicité qui pêchait] par manque d'objectivité ;

Considérant qu'à l'opinion majoritaire des membres, le document, tel que rédigé, [était] de nature à induire les parents en erreur sur la nature exacte de l'offre d'enseignement prodiguée par l'établissement incriminé ;

Emirent un [avis] avis dans lequel ils estim[èr]ent, à la majorité, que la publication diffusée par l'[établissement incriminé], pour les raisons qui venaient d'être exposées, constitu[ait] une publicité qui pêch[ait] par manque d'objectivité et n'[était] donc pas en conformité avec l'article 41 de la loi précitée.

C42/52 : « Le sac a bon dos »

Avis prononcé à la réunion du 4 septembre 2013

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 23 janvier 2014

Considérant que, par [...] courrier électronique [...], [un chef d'établissement du réseau d'enseignement A] fit part à la Commission des circonstances suivantes :

Considérant que, durant la période précédant les inscriptions, [une école appartenant à un réseau d'enseignement B] organisait une matinée à destination des enfants de 6^o primaire de l'école [E***] ;

Considérant que, durant cette matinée, au cours de leur accueil, les enfants reçurent un sac à dos et une clé USB. Que plusieurs enfants ont, après ce bon accueil, souhaité s'inscrire dans cette école ;

Considérant que [l'établissement A] pose la question de la compatibilité de cette pratique avec l'article 41 du Pacte scolaire ;

Considérant que la plainte fut portée à la connaissance des membres au cours de la séance du 25 juin 2013 ;

Considérant qu'au cours de cette séance, les membres constatèrent que le compte rendu du débat, organisé, à propos de la requête, au sein du Conseil de participation de l'établissement, n'avait pas été transmis ;

Considérant que, dès le 7 juin 2013, [l'établissement A] avait été prié de bien vouloir produire le procès-verbal du débat organisé par le Conseil de participation dans le cadre de la plainte ;

Considérant qu'à la date du 25 juin 2013, la réponse n'était pas encore en possession du Secrétariat de la Commission ;

Considérant que dès lors, l'examen de la plainte fut remis à la plus prochaine séance, qui [était] celle du 4 septembre 2013 ;

Considérant qu'au cours de leur réunion du 4 septembre 2013, les membres constatèrent l'absence de ce document, la [partie] plaignante ayant été finalement en défaut de le produire ;

Considérant que l'article 43, §1^{er} alinéa 2 de la loi précitée indique qu' « *à défaut de compte rendu dans le délai d'un mois à compter de la date de l'invitation, la Commission traite de la requête sans plus attendre* » ;

Considérant que la [partie] plaignante a été invitée à produire la copie du PV du Conseil de participation dès le 7 juin 2013 et que le délai de trente jours prescrit par la réglementation est donc écoulé ;

Considérant le texte de l'article 43, §2 de la loi du 29 mai 1959 qui énonce que « *la Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit* » ;

Considérant qu'au cours de la séance du 25 juin 2013, le représentant du réseau d'enseignement de l'établissement incriminé avait informé les membres d'un certain nombre d'éléments et fourni la photo du sac et de la clé USB ;

Considérant que les membres s'estimèrent suffisamment informés pour être en mesure de se saisir de la plainte et de la traiter sans plus attendre ;

Considérant que les membres estimèrent qu'il n'est pas interdit à l'établissement incriminé d'inviter des élèves d'un autre réseau d'enseignement à se rendre dans ses murs ;

Considérant qu'il n'est pas anormal que l'établissement prévoie d'accueillir courtoisement ses invités ;

Considérant que la remise d'une clé USB ne présente aucun caractère illégal en soi ;

Considérant que les membres ne souhaitèrent ni vérifier la capacité de la clé USB, ni vérifier si elle contenait une grille horaire, ne voulant pas encore retarder, par cette mesure d'instruction, la clôture du dossier ;

Considérant que la remise d'un sac à dos peut être considérée comme critiquable, mais qu'il n'est pas démontré que cette offre (ou celle de la clé) aient déterminé le choix des parents et des élèves dans leur volonté de s'inscrire dans l'établissement incriminé ;

Considérant qu'en effet, cette invitation s'inscrivait dans le cadre des moyens mis en œuvre par l'établissement pour favoriser la transition entre les deux dernières années de l'enseignement primaire et le premier degré de l'enseignement secondaire ;

Emettent l'avis unanime que les faits reprochés à l'établissement incriminé ne constituent pas une transgression de l'article 41 de la loi précitée.

C42/53 : « L'offre étendue »

Avis prononcé à la réunion du 4 septembre 2013

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 23 janvier 2014

Considérant que [...le...] Directeur de l'école de C*** fit part à la Commission des circonstances suivantes :

Considérant qu'il exposa que l'[école] de P*** diffusait une publicité sous forme de dépliant « flyer » intitulée « à l'[école] de P***, je m'y sens bien » ;

Considérant que l'offre, telle que présentée, [était] alléchante et qu'elle se trouv[ait] géographiquement plus étendue que la proximité immédiate de P*** ;

Considérant que le dépliant énumérait toutes sortes de possibilités d'activités culturelles et pédagogiques : école de devoir, classes de dépaysement, équitation, classes de mer etc. ;

Considérant que [le plaignant] pos[a] la question de la compatibilité de la pratique de son confrère avec l'article 41 du Pacte scolaire ;

Considérant qu'il expos[a] plusieurs arguments parmi lesquels figur[ai]ent:

- « La plus que bonne santé de la section fondamentale de l'[établissement scolaire] de P*** » – entendez une bonne santé structurelle ;
- « La faible densité de la population des populations de « nos » villages » et partant, la difficulté de survie d'une école comme la sienne ;
- La proposition d'activité comme le triathlon, le ski de fond, considérée comme anormale comme méthode de promotion d'un établissement scolaire ;
- Le reproche que l'ensemble des offres présentées sur le dépliant ne feraient état d'aucune option pédagogique et/ou éducative ;
- La question de savoir si « tous ces services sont inscrits dans le projet d'établissement » ;
- La question de savoir s'il est normal de proposer des services comme un restaurant scolaire, une garderie etc. ;

Considérant que les membres constatèrent que le compte rendu du débat, organisé, à propos de la requête, au sein du Conseil de participation de l'établissement, n'avait pas été transmis par le requérant;

Considérant le texte de l'article 43, §2 de la loi du 29 mai 1959 qui énonce que « *la Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit* » ;

Considérant qu'avant de se saisir d'initiative des faits qui apparaissent contraires à l'article 41 précité, les membres examinèrent les griefs allégués par le requérant à la lumière des informations portées sur le dépliant ;

Considérant qu'instruits par cet aperçu, les membres décidèrent de se saisir d'initiative de la plainte ;

Considérant que les membres constatèrent que rien dans la loi ne limite géographiquement parlant le rayon dans lequel un chef d'établissement peut faire la promotion de son école ;

Considérant que les activités proposées par le chef d'établissement ne présentent pas un caractère particulièrement anormal et ne sont pas de nature à contrevenir au Pacte scolaire;

Emirent l'avis unanime que les faits reprochés à l'établissement incriminé ne constituent pas une transgression de l'article 41 de la loi précitée.

C42/54 : « Le CEB a bonne presse »

Avis prononcé à la réunion du 4 septembre 2013

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 23 janvier 2014

Considérant qu'une personne porta à la connaissance de la Commission un article [de presse dont l'intitulé posait la question de la facilité du CEB en indiquant un pourcentage général de réussite déterminé] ;

Considérant que cet article de presse introdui[sai]t une controverse entre deux représentants de l'enseignement, dont [un chef d'établissement] ;

Considérant que l'article prête à ce chef d'établissement des paroles par lesquelles il aurait proclamé 100% de réussite au CEB ;

Considérant qu'aucune plainte n'a été introduite à proprement parler mais que la Commission se trouve en avoir pris connaissance ;

Considérant le texte de l'article 43, §2 de la loi du 29 mai 1959 qui énonce que « *la Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit* » ;

Considérant que l'article 27 du décret du 2 juin 2006 dispose de ce que « *Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;*

Qu'il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements ;

Que les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel ;

Qu'en cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique ;

Que le non-respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » ;

Considérant que les membres, s'étant saisi des faits précités, décidèrent d'examiner l'article de presse ;

Considérant que, dans leur analyse du contenu de l'article, les membres se sont avisés de ce que le chef d'établissement incriminé n'est pas catégorique dans son affirmation ;

Considérant qu'en effet, la phrase rapportée par le journaliste « *ce n'est pas parce que nous affichons 100% de réussite que 100% de nos élèves auront des facilités en humanité* » est en quelque sorte rédigée au conditionnel ;

Considérant que le mode conditionnel – ce ne sont ni Maurice Grevisse ni Joseph Hanse qui contrediront cette affirmation – présente l'action comme éventuelle ou comme dépendant d'une condition ;

Considérant que cette phrase peut signifier : « *si nous affichions un tel pourcentage de réussite, cela ne signifierait pas pour autant que 100% de nos élèves auraient des facilités* » ;

Considérant que [l'intitulé de l'article de presse posait la question de la facilité du CEB en indiquant un pourcentage général de réussite déterminé] ;

Considérant que cet article vise essentiellement à introduire un débat, une réflexion d'ordre général sur le CEB et donc ne cherche pas à mettre en exergue un établissement scolaire particulier ;

Considérant que les dispositions du décret du 2 juin 2006 ont été précisément édictées pour éviter toute concurrence déloyale entre établissements scolaires ;

Considérant que compte tenu de ce qui précède, il apparaît que l'intention du chef d'établissement n'était pas de formuler une publicité déloyale en faveur de son établissement ;

Emirent l'avis unanime que les déclarations du chef d'établissement n'étaient pas de nature à contrevenir, ni au décret du 2 juin 2006, ni, partant, à l'article 41 du Pacte scolaire.
